

Compte-rendu du CONSEIL MUNICIPAL DU 3 OCTOBRE 2019

MEMBRES PRESENTS : 6

Mmes N. Aubin, H. Fossat, Mrs., JM Duleau, R Godfroy, JL Pion, JP Landa,

MEMBRES ABSENTS :

Non excusée 1 : C. Vignaud,

Excusés : 4 L. Bouyou (pouvoir JP Landa), N. Zekryty (pouvoir N Aubin), R. Billot (pouvoir H Fossat), F. Bouyssou (pouvoir JL Pion)

SECRETAIRE DE SEANCE : H Fossat

Mme la Maire rappelle que ce conseil se déroule suite au manque de quorum le 27 septembre.

- Approbation du compte rendu du conseil municipal du 15 juillet 2019

Le compte rendu est approuvé après inscriptions de la remarque de JL Pion sur le recrutement pour le recensement

Votants	10	6 + 4 pouvoirs
Pour	8	
Contre		
Abstention	2	JP Landa pour lui-même et pour L. Bouyou dont il a le pouvoir

- 2019-10-53 : - MISE A JOUR DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRE

Madame La Maire indique que la commission d'Appel d'Offres doit être complétée

Mr. PETIT, membre suppléant de la CAO ayant démissionné.

Sont candidats au poste de suppléant : N ZEKRYTY et JP LANDA.

Mme La Maire demande de passer au vote pour la désignation d'un membre suppléant parmi les candidatures

Votants : 10 exprimés : 10

Résultat du vote : N ZEKRYTY 5 voix, J LANDA 5 voix.

Compte tenu du résultat du vote, égalité des voix, Monsieur Landa étant le plus âgés des candidats est désigné suppléant à la commission CAO

La composition de la commission d'appel d'offre est la suivante :

Titulaires : R BILLOT, H FOSSAT, JL PION

Suppléants : M DULEAU, R GODFROY, JP. LANDA

votants	10	6+4 pouvoirs	Délibération 2019-10-53
Bulletins	10		
N ZEKRYTY	5		
JP LANDA	5		
abstention	0		

- 2019-10-54 : - DECISION MODIFICATIVE N° 3 M14 REGULARISATIONS D'ECRITURES

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal d'une demande de régularisation d'écritures concernant des dépenses d'investissements sollicitée par la trésorerie.

Ces dépenses concernent essentiellement des dépenses liées à la vectorisation du cadastre imputées en 2014 sur le compte 2031 pour un montant de 8 204,56€ qui doivent être imputées sur le compte de dépenses d'investissements définitif. 2183(041)

Madame La Maire propose aux membres du conseil municipal d'ouvrir les crédits nécessaires à cette opération :

Désignation	Diminution des crédits	Augmentation des crédits
R 2031 (041)		8 204,56€
D 2183 (041)		8 204,56€

Après délibération, les membres du conseil municipal valident les mouvements de crédits proposés

votants	10	6+4 pouvoirs	Délibération 2019-10-54
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-10-55 -APPROBATION DES RAPPORTS ANNUELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT EXERCICE 2018

Mme La Maire précise que suite à la remarque de JL Pion concernant la canalisation assainissement sur la VC1, une partie de cette canalisation est toujours en service depuis la Mairie jusqu'au lagunage. Un passage caméra est prévu afin de faire un diagnostic de l'état du réseau pour vérification de la nécessité de travaux de réparation de la canalisation.

Jean Luc Pion Interroge Mme La Maire sur le conflit achat d'eau.

Délibération

Madame La Maire rappelle que les rapports sur l'eau et l'assainissement doivent être présentés à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, les présents rapports et la délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Les présents rapports sont publics et permettent d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ces rapports, le conseil municipal :

ADOpte les rapports sur le prix et la qualité du service public de l'eau et d'assainissement collectif pour l'exercice 2018.

DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération

DECIDE de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr

DECIDE de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

votants	10	6+4 pouvoirs	Délibération 2019-10-55
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

- PLUI DEMANDE DE MODIFICATIONS

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle doit retirer cette délibération par le fait qu'elle aurait dû être prise avant le 3 octobre 2019.

Elle indique les demandes de modifications qu'elle a adressées à la Communauté des communes concernant le Grand Chemin et Les Faures.

Modification de l'OAP Le Grand Chemin : supprimer les accès routiers par Bergueil, les remplacer par des cheminements doux, ne pas figer l'accès aux futures habitations le long de l'école.

Modification de l'OAP Manos : Mme La Maire précise qu'elle a rencontré la famille et l'EPFNA pour une emprise éventuelle sur le jardin côté maison afin de résoudre le problème de stationnement. En cas de présomption par l'EPFNA de l'ensemble de l'unité foncière pour revente après redécoupage, la maison sans le jardin sera invendable.

Huguette Fossat ajoute que ce jardinet fait le charme de cette maison et donne toute la valeur à cette bâtisse.

Mme La Maire précise que le problème du stationnement doit être étudié sur Manos.

OAP Les Faures : Le terrain est étroit et dans le virage ce qui n'est pas « gagné » pour assurer le stationnement.

Jean Luc Pion se demande pourquoi la mairie achèterait pour quelqu'un. Huguette Fossat répond que certaines habitations sont enclavées, que le stationnement se fait sur le trottoir et qu'il y a un vrai problème de sécurité à cet endroit.

Mme La Maire précise qu'elle impose le stationnement pour les nouvelles constructions malgré le PLU qui ne les exige pas.

2019-10-56 : - AVIS DE LA COMMUNE DE HAUX SUR LE DOSSIER D'AUTORISATION D'EXPLOITER DE LA DISTILLERIE DOUENCE SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

Mme La Maire précise que l'enquête est terminée depuis le 2/10/2019, la commune a 15 jours pour émettre un avis.

Jean Luc Pion dit qu'il n'a pas été destinataire du projet de délibération avant le conseil municipal. Mme La Maire répond que l'enquête n'était pas terminée et qu'elle a échangé avec le commissaire enquêteur avant de proposer le projet de délibération dont elle donne lecture.

A la remarque concernant l'existence d'un chemin rural passant entre les lagunes et bloqué par la distillerie, Jean Luc Pion dit qu'il lui semble que ce chemin avait été rétrocédé du temps de l'ancienne Maire Mme Moréno.

Mme La Maire répond qu'elle vérifiera cette rétrocession.

Concernant l'étude de l'air, Jean-Luc Pion fait référence au paragraphe du PLUI qui mentionne que ce ne serait pas la distillerie qui aurait un impact sur la qualité de l'air à Gréteau mais plutôt la circulation des véhicules. Il ajoute que la commune de Haux a validé le PLUI.

Mme La Maire indique qu'une station a été posée pendant un mois seulement. Elle aimerait avoir des garanties sur la provenance des particules, émanations, chauffage au bois ?

Roger Godfroy demande à quelle période cette station a été posée ?

Mme La Maire répond qu'elle ne souhaite pas avoir des reproches.

Jean-Luc Pion pense que la commune est contre la distillerie.

Huguette Fossat nie cette affirmation et explique demander des garanties réelles sur la santé publique des habitants. Ceci étant de la responsabilité des élus.e.s.

Mme La Maire ajoute qu'elle ne souhaite pas la fermeture de la distillerie mais seulement que l'Etat fasse son travail et donne les garanties sanitaires suffisantes. Il est de notre devoir d'expliquer que tout ne va pas bien, que nous attendons des réponses concrètes des services de l'Etat sur toutes nos légitimes interrogations.

Jean-Luc Pion s'interroge sur les analyses d'eau du forage, il demande s'il y a de la pollution.

Mme La Maire répond qu'il n'y a pas de pollution actuellement dans les 1ères analyses transmises.

Jean-Luc Pion fait une comparaison entre les lagunes de la distillerie et celle de l'assainissement communal. La Maire répond que les normes sont respectées et que des contrôles annuels sont exercés ce qui ne semble pas être le cas pour la distillerie.

Roger Godfroy s'interroge sur le rejet de la station de Créon.

Huguette Fossat et Mme La Maire recentre le débat sur le sujet de la délibération. Elles ajoutent que des questions sont levées auxquelles il est nécessaire d'obtenir des réponses. L'Etat doit prendre en considération nos interrogations et donner des réponses précises.

Délibération

Contexte :

Monsieur le directeur de SAS Distillerie Douence a déposé un dossier en vue d'obtenir la régularisation administrative d'autorisation d'exploiter une distillerie sur les communes de St Genès de Lombaud et de Haux relevant de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Une enquête publique (arrêté préfectoral du 09 juillet 2019) est en cours depuis le 02 septembre 2019 et prendra fin le 02 octobre 2019 afin de connaître l'avis des habitants des communes de St Genès, Haux, Baurech, Capian, Créon, Langoiran, Madirac, St Caprais de Bordeaux, La Sauve, Tabanac, Le Tourne, sur la demande présentée, au titre de la réglementation des installations classées. Le dossier est déposé pour consultation et avis dans les mairies de St Genès et de Haux et des permanences du commissaire enquêteur sont programmées sur les communes de Haux et Saint-Genès de Lombaud.

Comme le prescrit la Loi, chaque conseil municipal concerné est invité à donner son avis sur le dossier déposé par l'exploitant.

Mme la maire rappelle qu'une enquête a déjà eu lieu en 2016. Cette enquête s'était conclue par un avis défavorable du commissaire enquêteur, un arrêté préfectoral d'autorisation de fonctionner avec des préconisations. Cet arrêté a été annulé suite à une décision du tribunal administratif. Une nouvelle procédure est donc lancée.

Mme la maire indique qu'elle a le devoir de par sa fonction de veiller à la santé publique et au bien-être des habitants de la commune.

1 - Impacts sur l'eau

- Vu la charge de déchets que traitent les lagunes avant rejet dans le Lubert et l'incidence qu'aurait un défaut d'étanchéité des susdites ;
- Vu que seule une déclaration atteste de l'imperméabilité de ces lagunes (chapitre II.1.1.7 p16: impact sur les sols et les eaux souterraines) ;
- Vu que le SIAPEA et les services de l'Etat demandent aux communes des mises aux normes des stations d'épuration, qu'en est-il de la station d'épuration de cette entreprise (500 000 équivalents/habitants d'après le dossier) qui ne figure pas dans les rubriques IOTA (loi sur l'eau) du nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter soumise à l'enquête publique, devant recenser toutes les activités de l'établissement ?
- Vu l'altération de la faune et de la flore dans le Lubert ;
- Vu la nature géologique du sous-sol à la verticale de la distillerie, d'après les corrélations géologiques établies pour l'ancien forage de Haux. Il semble que le sous-sol soit très perméable dans cette partie de la vallée avec présence de la nappe phréatique de l'Eocène supérieur à seulement quelques mètres sous la distillerie ;
- Vu l'absence d'étude géologique et hydrologique sous la distillerie ;
- Vu que le SMEGREG a effectué pour la commune de Haux, un forage exploratoire dans l'Oligocène et qu'une étude est en cours pour mélanger les eaux de ce forage avec celle du forage dans l'Eocène afin d'alimenter notre réseau public d'eau potable, nous souhaitons avoir des garanties quant à l'impact des activités de la distillerie sur les nappes phréatiques ;
- Vu le manque d'eau tant dans le Lubert que dans la Soye constaté cette année, nous nous posons la question du besoin d'eau pour une augmentation de la production.

D'où provient l'eau nécessaire à cette industrie ? (Chapitre II.1.3.4.5, p 130 : caractéristiques de la Soye). Quels sont les moyens de contrôle ?

La maire de Haux s'est déplacée le 3 septembre 2019 sur le pont de la route de Pougny en face de l'entrée de la distillerie, pour observer le débit de la Soye. Le barrage de contrôle est bien installé juste en aval du pont. Cependant elle a également constaté une arrivée d'eau un peu jaune « par infiltration » sous la partie aval du pont. D'où provient cette eau qui ne sort pas du tuyau également présent ? Ne fausse-t-elle pas le débit de la Soye qui en amont du pont est vraiment très faible ?

- La commune souhaite que soient effectuées des mesures physiques suivies du débit de la Soye en amont de la distillerie, par exemple au pont de Molas.

2 - Impacts sur l'air

- Vu les inquiétudes des habitants quant à la qualité de l'air, de salissures noires et collantes sur les bâtiments, de gênes dues aux odeurs âcres, de présence de mousses dans les rivières... Ces désagréments ont une incidence concrète sur leur vie, impossibilité de manger dehors ou de dormir les fenêtres ouvertes si les vents portent les odeurs, dévaluations de la valeur de leurs biens immobiliers.
- Lors de la dernière réunion du comité de suivi, nous avons été informés que lors d'un contrôle inopiné de la DREAL, un taux de dioxine au-delà du seuil toléré avait été rejeté. Cet incident était dû à un taux d'humidité de la biomasse trop important et une température de la chaudière trop basse.

Cet incident nous interroge sur la qualité des biomasses utilisées. D'où proviennent-elles ? qui les contrôle ?

3 - Impact sur les chemins ruraux

Pourquoi le chemin rural proche des lagunes est-il bloqué ? A notre connaissance aucune trace d'enquête publique ne vient étayer cette cession par la commune (voir plan).

Nous souhaitons :

- Que soient effectuées de réelles mesures, par la pose de piézomètres. Ceux-ci permettraient de contrôler et de surveiller la qualité de l'eau et du sol sous les lagunes ;

<https://www.ineris.fr/fr/piezometre-bonnes-pratiques-mettre-oeuvre-domaine-icpe-sites-pollues-0>

- Connaître la provenance de l'eau nécessaire à cette entreprise et l'impact sur les ruisseaux ;
- Qu'une étude puisse nous expliquer les causes de l'altération de la faune et de la flore dans le Lubert ;
- Que soit installée une station ATMO-NA à demeure pendant au moins 3 ans afin d'analyser la qualité de l'air aux abords des espaces publics (écoles, hameaux les plus exposés, lieux de production alimentaire sur la commune) ;
- Que la commission de suivi mise en place puisse contrôler que toutes les préconisations antérieures soient bien effectuées.

Pour toutes ces remarques et questionnements, le conseil municipal de Haux ne peut en l'état donner un avis favorable à cette demande d'autorisation. L'avis est donc défavorable, ce afin de garantir que les habitants de Haux soient en sécurité et sûrs de jouir du « droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé » (article L220-1 du code de l'environnement).

votants	10	6+4 pouvoirs	Délibération 2019-10-56
Pour	5		
Contre	4	JP Landa pour lui et pour L Bouyou dont il a le pouvoir JL Pion pour lui et pour F Bouyssou dont il a le pouvoir	
Abstention	1	R Godfroy	

**2019-10-57 : - MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CREONNAIS--
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Concernant les compétences optionnelles, la compétence relative aux équipements intègre en plus des équipements sportifs, les équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaires ainsi que les équipements culturels d'intérêt communautaire.

S'agissant de la compétence relative à la voirie, la création, l'aménagement et l'entretien constitue un bloc insécable d'attributions. (La définition de l'intérêt communautaire ne pouvant porter que sur des éléments physiques (superficie) ou géographiques.

Enfin, la compétence politique du logement et du cadre de vie doit reprendre précisément le libellé de l'article L5214-16 du CGCT.

Proposition de Mme la Maire

Madame la Maire propose au Conseil Municipal :

- de modifier les statuts de la Communauté de Communes du Créonnais tels que précisés dans l'annexe (délibération exécutoire du Conseil Communautaire n°44.09.19 du 17 septembre 2019)

Délibération proprement dite

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE la modification des statuts telle que délibérée par le Conseil Communautaire en date du 17 septembre 2019

VALIDE les nouveaux statuts de la Communauté de Communes du Créonnais joints à la présente délibération.

CHARGE Madame la Maire de transmettre la présente délibération à Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais

AUTORISE Madame/Monsieur le Maire à conclure et signer tous actes et/ou documents afférents.

<i>votants</i>	<i>10</i>	<i>6+4 pouvoirs</i>	<i>Délibération 2019-10-57</i>
<i>Pour</i>	<i>10</i>		
<i>Contre</i>	<i>0</i>		
<i>Abstention</i>	<i>0</i>		

DIVERS

Travaux à l'église : l'arrêté préfectoral d'attribution de subvention reçu : 36 000€

Les entreprises sont retenues pour les 3 lots / lancement des ordres de services début octobre et début des travaux

Travaux AEP et Assainissement : lancement de la consultation pour le remplacement de la canalisation en fonte au Grand Chemin et passage camérage dans la canalisation d'assainissement route du bourg.

Voirie : en attente d'un rdv avec Atlantic Route pour faire le point et réceptionner les travaux de 2019

Sécurisation des Faures : attente fin vendanges pour démarrage des travaux

Batiments : mairie : PAC installée + changement en LED à venir déplacement des radiateurs à la cantine
Ecole travaux WC terminés réalisés par les agents communaux, installation de la nouvelle chaudière

Logement : travaux pratiquement terminés, devrait être prêt à la location mi-octobre

Panneau cimetière : Le plan des chemins de randonnées n'étant pas finalisé, un panneau provisoire sera posé avec le plan du cimetière.

Vieux bureaux : annulation de leur transformation par le lycée / en attente de proposition de recyclage de Rizibizi

Habitat COL : en attente d'un rdv avec Le Col pour faire le point sur l'avancée du projet

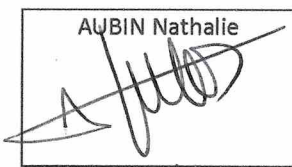
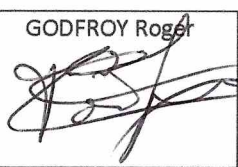
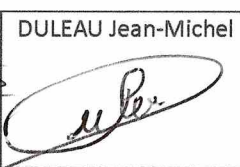
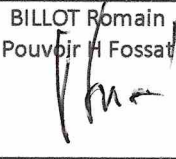
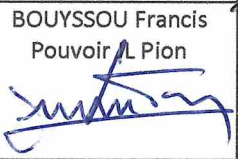
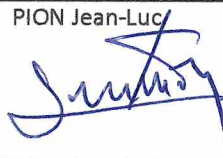
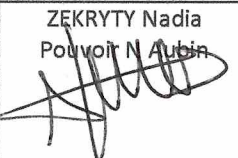
La signature de la promesse de vente a été reportée dans l'attente de précision du chiffrage et de la rédaction des différentes convention (PUP, groupement de commande et délégation de maîtrise d'ouvrage)

Linky : la délibération prise par la commune a de nouveau été annulée par le tribunal administratif

Aménagement entrée sud Courcoubac : Suite à la rétrocession à la commune par le CD33 du terrain en bordure de la D20, C. Cloup, architecte paysagiste va réaliser un avant-projet chiffré en prévision du budget 2020.

Prochain conseil municipal : jeudi 21 novembre 2019

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 21h50

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul	GODFROY Roger 	DULEAU Jean-Michel 	
BILLOT Romain Pouvoir H Fossat 	BOUYOU Laure Pouvoir JP Landa	BOUYSSOU Francis Pouvoir L Pion 		
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia Pouvoir N Aubin 	FOSSAT Huguette 